



ARRETE N° 25/2025
DA/DPA-EESM – TERRASSEMENT 14M AERO-
SOUTERRAIN POUR TRAVAUX ENEDIS
14 Bis, Rue René Quinton

Le Maire de la Commune de Chaumes-en-Brie,

Vu le code de la route et notamment les articles R.411-8 et 411-25,

Vu les articles L. 2213-1 à l'alinéa 2 de l'article L. 2213-4, du code général des collectivités territoriales, relatifs à la police de la circulation et du stationnement,

Vu l'article L.511-1 du code de la sécurité intérieure,

Vu l'arrêté du maire n° 79-2024 en date du 17 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur LACHAL Jean-Philippe, responsable technique, pour les documents relatifs aux permissions de voirie, aux arrêtés réglementant la circulation et le stationnement (travaux de voirie, pose d'échafaudage, dépôt de benne...),

Vu l'arrêté de voirie n°7-2025 en date du 10 mars 2025 autorisant des travaux sur le domaine public,

Vu la demande du 10 mars 2025 de la société DA/DPA EESM, sise 4 Rue des Argiles Vertes– 77130 St Germain Laval, qui sollicite un arrêté de circulation pour la réalisation de travaux de terrassement Aéro-souterrain pour travaux Enedis sur le domaine public au 14bis rue René Quinton, du vendredi 28 mars au mercredi 16 avril 2025,

Considérant que pour permettre le bon déroulement des travaux et pour l'intérêt général, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : - La société DA/DPA-EESM est autorisée à réaliser des travaux de terrassement Aéro-souterrain pour travaux Enedis prévu au 14bis rue René Quinton, du vendredi 28 mars au mercredi 16 avril 2025.

ARTICLE 2 : - Au droit du chantier le stationnement sera interdit sur 30m en amont et en aval de ce dernier.

ARTICLE 3 : - La circulation sera alternée manuellement ou par feux tricolores.

ARTICLE 4 : - La société DA/DPA-EESM sera responsable des éventuelles reprises de voiries dues à ses travaux pendant une année à compter de son intervention.

ARTICLE 5 : - L'accès des riverains à leurs propriétés sera maintenu.

ARTICLE 6 : - En cas de défaillance dans l'organisation de la circulation et de la mise en place en sécurité du chantier, cette dernière entraînera la suppression de la présente autorisation.

ARTICLE 7 : - La fourniture, la mise en place de la signalisation seront assurées par la société DA/DPA-EESM.

ARTICLE 8 : - La sécurité des usagers reste sous l'entière responsabilité de la société DA/DPA-EESM.

ARTICLE 9 : - La Gendarmerie et l'ASVP seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : - La non-observation des dispositions du présent arrêté expose les contrevenants à des poursuites judiciaires.

ARTICLE 11 : - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de **deux mois** à partir de son affichage.

ARTICLE 12 : - Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chaumes-en-Brie
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- L'Agent de Surveillance de la Voie Publique de Chaumes-en-Brie
- Société DA/DPA-EESM

Fait à Chaumes-en-Brie, le 11 mars 2025

Jean-Philippe LACHAL

Directeur des Services Techniques

Date d'affichage :

Date de notification :

Date de désaffichage :

